

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ

DES SALAIRES ET DES PETITS TRAITEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Janvier 1910, à 1 heure et demie

PAR

PIERRE LAMBERT

Rédacteur au Contentieux des Chemins de fer de l'État

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.*
BARTIN, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE ET C^o, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ

DES SALAIRES ET DES PETITS TRAITEMENTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 Janvier 1910, à 1 heure et demie

PAR

PIERRE LAMBERT

Rédacteur au Contentieux des Chemins de fer de l'État



Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.*
BARTIN, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1910

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MON FRÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Nous ne voulons pas terminer nos études sans adresser à nos professeurs qui nous ont secondé de leurs conseils et donné de précieux enseignements, l'expression de notre profonde reconnaissance. Notre gratitude va d'abord à M. Ambroise Colin qui nous apprit à comprendre et à aimer le droit et a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse. Elle ira à tous les professeurs dont nous avons suivi les cours avec le plus grand intérêt, persuadés que nous sommes que le droit ne s'apprend pas dans les livres, mais sur les bancs de l'école, à écouter le maître qui sait expliquer et rendre intéressantes des matières souvent fort arides.

Nous allons, après bien d'autres, tenter de faire la critique de la loi de 1895, et examiner les remèdes qu'exige la situation lamentable créée par cette loi.

Il est un point sur lequel tout le monde doit être d'accord, c'est qu'une intervention du Parlement est non seulement nécessaire, mais urgente, si la jurisprudence se fixe dans le sens indiqué par un arrêt de Cassation du 21 juillet 1909. Cet arrêt ne tend rien moins, en effet, qu'à rendre illégales toutes les retenues effectuées par le patron sur le salaire de ses ouvriers depuis la loi du 12 janvier 1895 ; si l'on tient compte que ces retenues se chiffrent par millions, peut-être par milliards, on se rendra compte des conséquences redoutables que peut avoir, dans le domaine des affaires, l'arrêt du 21 juillet 1909.

Nous ne nous plaindrions pas si cet arrêt devait amener le Parlement à envisager une refonte complète de la loi du 12 janvier 1895.

Cette loi n'a pas atteint, en effet, le but poursuivi par ses auteurs. Faite en faveur des ouvriers, elle s'est retournée contre eux et n'a servi qu'à développer une catégorie spéciale d'industriels qui ont fait de la vente à crédit ou à tempérament, la base, plus ou moins large, de leur commerce. Ces établissements vendent, à l'ouvrier, à des prix très majorés, des marchandises de qualité médiocre, mais payables par mensualités infimes, et font saisies sur saisies si l'ouvrier ne fait pas honneur à toutes les échéances.

Les frais de saisie-arrêt étant hors de proportion avec la dette et dépassant très souvent celle-ci, on arrive à cette conséquence que l'ouvrier, pour une dette minime, ne dispose durant toute sa vie, que d'un salaire, déjà insuffisant.

Le remède n'est pas, croyons-nous, dans une modification de la procédure organisée par la loi de 1895. Simplifier cette procédure, c'est rendre les saisies-arrêts plus faciles, donc plus fréquentes; c'est par suite envenimer le mal dont souffre la classe ouvrière. On ne doit donc pas hésiter à recourir à une solution radicale, c'est-à-dire en l'espèce, à la suppression des saisies-arrêts, car il ne faut pas, dans une démocratie, faire payer par de pauvres gens des millions de francs en frais de procédure. Imitons l'Allemagne, imitons l'Angleterre qui ont assuré à l'ouvrier le bénéfice de l'insaisissabilité et de l'incensibilité totales, sans diminuer, quoiqu'on en dise, sa dignité et sans faire disparaître son crédit.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Le Code civil français, en son article 2093 pose comme principe essentiel que tous les biens du débiteur constituent le gage commun de ses créanciers. Mais la législation antérieure et le Code de procédure civile apportent à ce principe de remarquables dérogations, puissamment justifiées par des considérations de justice et d'humanité.

C'est ainsi que les salaires des marins et matelots employés par la marine marchande et à la pêche, et même les appointements des capitaines de navires de commerce ou de bâtiments de pêche, ont été rendus insaisissables par l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745, le paragraphe 2 du règlement général du 17 juillet 1816, article 37 et le décret du 4 mars 1852, article 1^{er}. Dans un arrêt du 29 avril 1869, D.P. 70. 3. 77, la jurisprudence étendit ce privilège aux sala-

riés tel, que domestiques, femmes de chambre, cuisiniers, aide-cuisiniers, commissaires, comptables, etc., occupés au service de transatlantiques.

C'est encore ainsi que les appointements des officiers de troupe, des commissaires des guerres, et de tous autres employés dans les armées ou à la suite ne peuvent, aux termes de la loi du 19 pluviôse an III, être frappés de saisie-arrêt que jusqu'à concurrence d'un cinquième.

Une loi du 21 ventôse an IX, relative aux traitements des fonctionnaires publics et des employés civils ne déclara leurs traitements saisissables que jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers mille francs, du quart sur les cinq mille francs suivants, et du tiers sur la portion excédant six mille francs.

Une nouvelle exception fut admise par l'article 581 du Code de procédure civile qui admit l'insaisissabilité des provisions alimentaires adjudgées par la justice et des sommes ou pensions pour aliments.

L'article 592 du même Code, s'inspirant de raisons humanitaires, énumère les effets mobiliers qu'un créancier ne pourra saisir afin de laisser à son débiteur les indispensables moyens d'existence, mais l'article 593 ajoute : « Les dits objets ne pourront être saisis pour aucune créance, même celle de l'Etat, si ce n'est pour aliments fournis à la partie

saisie, ou sommes dues aux fabricants ou vendeurs des dits objets, ou à celui qui aura prêté pour les acheter, fabriquer ou réparer ; pour fermages et moissons des terres à la culture desquelles ils sont employés ; loyers des manufactures, moulins, pressoirs, usines dont ils dépendent, et loyers des lieux servant à l'habitation personnelle du débiteur. »

C'était là une restriction regrettable à la règle de l'article 592, car elle mettait le salaire exposé à de rigoureuses poursuites, le cas se présentant le plus fréquemment pour lui.

La loi du 11 avril 1831 rendit entièrement insaisissables les traitements des ministres des cultes catholiques et protestants.

Le même bénéfice fut étendu aux pensions civiles et aux allocations de la Légion d'honneur, sauf quelques rares exceptions, par la loi du 18 avril 1831.

Ces mesures, bien que généreuses, n'étaient point suffisantes. Le législateur du début du XIX^e siècle, que semblait ne guère émouvoir la misère des classes laborieuses, ne songeait pas aux plus intéressants de tous les salariés : nous voulons parler des ouvriers et des petits employés. Il parut aux tribunaux que les gages, traitements ou salaires, dont parle l'article 581 du Code de procédure civile, avaient, dans une certaine proportion à déterminer, le caractère

alimentaire et devaient par conséquent bénéficier d'une insaisissabilité partielle.

La jurisprudence sut réaliser la réforme que n'avait pas voulu faire le législateur. La loi, dit-elle, énumère certains biens qui ne font pas partie du gage des créanciers. Ce sont : 1^o les choses déclarées insaisissables par la loi; 2^o les provisions alimentaires adjugées par justice; 3^o les sommes et les objets disponibles déclarés insaisissables par le donateur ou le testateur; 4^o les sommes et pensions pour aliments encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables. Pourquoi? sinon par raison de justice et d'humanité. Mais, dans ce cas, sans doute possible, les salaires des ouvriers et les traitements des petits employés rentrent dans les exceptions signalées. L'usage, ainsi, se généralisa de n'autoriser la saisie-arrêt que pour un cinquième.

Le 27 mars 1806, la Cour d'Aix décida que, pour qu'une pension viagère et alimentaire soit insaisissable, il n'est pas nécessaire que le titre constitutif porte défense de la saisir.

Un arrêt de la Cour de Paris, en date du 7 juillet 1843. S. 43. 2. 493 pose le principe suivant : « Bien que les appointements d'un acteur ne soient pas compris au nombre des valeurs déclarées insaisissables par la loi, néanmoins la saisie peut en être

réduite par les tribunaux à une quotité seulement de ces mêmes apponiments. »

La Cour de Cassation, le 28 janvier 1850. — S. 1850-390), attribuant le caractère alimentaire aux sommes allouées par les hospices aux nourrices des enfants trouvés, déclara qu'elles ne pouvaient être frappées de saisie-arrêt.

Dans un arrêt de la Chambre des requêtes du 29 mai 1878 (D. 79. 1. 21), il est dit que les traitements des employés des particuliers et les salaires des ouvriers, peuvent être déclarés insaisissables *soit en partie, soit pour le tout*, lorsqu'il est constaté qu'ils ont un caractère alimentaire.

Il a été jugé, pour des faits remontant à une époque antérieure à la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, que la rente annuelle et viagère qu'une compagnie de chemins de fer a été condamnée à servir à un de ses employés, victime d'un accident, constituant une pension essentiellement alimentaire, ne peut être l'objet d'une saisie-arrêt qu'avec la permission du juge.

La jurisprudence, on le voit, interprétait largement les textes du Code civil, mais elle avait un grave inconvénient; les décisions variaient avec les espèces, et tout était laissé à l'arbitraire, au bon vouloir des tribunaux. Ce défaut était aggravé encore par les lenteurs et les complications d'une procédure des plus coûteuses.

La question se posa s'il ne serait pas possible de diminuer dans une large mesure les lenteurs, les complications, les frais de la procédure de saisie-arrêt, et s'il ne serait pas juste, à une époque où l'on constatait déjà le renchérissement croissant des denrées de première nécessité de faire pour le salarié des particuliers ce que le législateur de ventôse fit pour le salarié de l'État.

L'ouvrier de l'État, dit-on, ne connaît pas le chômage, ou du moins il n'en souffre pas. Il est indifférent à l'arrivée de la vieillesse, car c'est pour lui la retraite et le repos après une vie de labeur.

Pour l'ouvrier ordinaire, les jours de chômage sont des jours sans pain ; la vieillesse, c'est la misère, car avec ses maigres salaires, l'ouvrier n'a pu réaliser aucune économie.

Le gouvernement, imbu déjà des idées démocratiques qui inspirèrent la plupart de nos lois sociales récentes, s'émut de ces considérations et un projet déposé par M. Jules Roche, ministre du commerce, devint, presque sans discussion, la loi du 12 janvier 1895, que nous nous proposons d'étudier et de critiquer.

CHAPITRE II.

Loi du 12 janvier 1895. — But du législateur.

Exposé de la loi.

« Cette loi, nous dit Duvergier (Lois et Décrets) n'a créé rien d'absolument nouveau. Elle consacre le principe posé par la jurisprudence, et, en prescrivant la réglementation, elle met fin à l'incertitude et fait disparaître la diversité des décisions en leur donnant un caractère uniforme. » Elle devait aussi, dans l'esprit de ses auteurs, supprimer les errements de la procédure antérieure et en organiser une plus rapide, plus simple et moins coûteuse.

Notre loi, en son article 1, § 1, pose en principe que les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quelque soit le montant de ces salaires et le paragraphe 2 du même article porte que les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires en sont également saisissables que

jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an.

Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 1 ne peuvent, aux termes de l'article 2, être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

Le patron pouvant, lors de chaque paiement, retenir à l'ouvrier un dixième pour se rembourser d'avances en espèces, il s'ensuit que l'ouvrier, l'employé, le fonctionnaire sont assurés, *s'ils l'exigent*, de toucher les sept dixièmes de leur salaire.

L'article 4 pose en effet la règle suivante sur laquelle nous aurons à revenir :

« Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dûes à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail.

2° des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage.

3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Toute la procédure se déroulera désormais devant le juge de paix.

S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge

de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur, et s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial.

Une seule saisie-arrêt, nous dit l'article 4, sera autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur réclamation sera inscrite par le greffier sur un registre spécial et ce dernier devra dans les quarante-huit heures en donner avis au débiteur saisi et au tiers saisi par lettre recommandée qui vaudra opposition.

Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur un registre spécial et le juge de paix sera compétent à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, pour statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie.

Le juge de paix est autorisé à ne faire de répartition que lorsque la somme à distribuer, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, sera suffisante pour pouvoir donner aux créanciers un dividende de 20 p. 100 au moins.

Enfin l'article 13 pose la règle importante suivante :

« Les frais de saisie-arrêt et de distribution seront à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer à.

Le législateur de 1895 croyait évidemment avoir rendu un immense service à la classe ouvrière. Il est malheureusement certain que la loi du 12 janvier 1895 a eu de toutes autres conséquences que celles attendues par ses auteurs.

CHAPITRE III

Critique de la loi du 12 janvier 1895.

Il n'existe pas en France, à l'heure présente, disait, en 1898, M. Marcel Habert à la tribune de la Chambre, un seul juge de paix, un seul patron, un seul salarié, qui ne reconnaisse les inconvénients graves de la loi du 12 janvier 1895 ». Le garde des sceaux lui-même, à la séance du 20 janvier 1898, s'exprimait en ces termes : « En votant la loi du 12 janvier 1895, le Parlement a obéi aux sentiments d'humanité les plus louables. Cette loi a organisé une procédure très simple, qui se déroule en entier devant le juge de paix, mais elle n'a pas réalisé les avantages sur lesquels on comptait dans l'intérêt des ouvriers. Bien plus, elle s'est, en quelque sorte, retournée contre eux, principalement dans les grands centres industriels. C'est qu'autrefois les frais de saisie-arrêt étaient importants, et par cela même, des créanciers hésitaient à les exposer. Ils faisaient une simple saisie-

arrêt entre les mains des patrons et tout le reste s'accomplissait sans souci du Code de procédure. Le patron retenait une partie des salaires, prenait les noms des créanciers intervenants et faisait entre les ayants-droit la répartition... Les frais se bornaient donc à ceux de l'exploit de saisie-arrêt. Aujourd'hui, les frais ne sont pas avancés par le créancier; on les prélève sur la somme saisie-arrêtée, on a alors des frais exorbitants si on les compare aux sommes distribuées.

« Il faut avoir le courage de le dire, bien que la loi soit récente : elle a manqué son but. »

Aussi, nombreuses furent les propositions déposées depuis 1895 sur le bureau de la Chambre. Les unes se bornent à suggérer des modifications de procédure, d'autres plus radicales, préconisent l'insaisissabilité et l'incessibilité complète des salaires et des petits traitements.

Parmi celles-ci, une première proposition déposée par M. Plichon pose ce principe que seront insaisissables à quelque chiffre qu'ils puissent s'élever, les salaires des ouvriers et gens de service, et jusqu'à concurrence de 2.000 francs les appointements ou traitements des employés et commis.

M. Bonnevey (décembre 1909) fait la restriction suivante : « Ils (les salaires) pourront être saisis jusqu'à concurrence d'un dixième : 1. pour le paiement

des dettes résultant de fournitures d'aliments de première nécessité; 2° pour assurer l'exécution des jugements passés en force de chose jugée portant condamnation à des réparations civiles en suite de délits ou de quasi-délits ».

M. Dron est également un partisan convaincu de l'incessibilité et de l'insaisissabilité totale, mais il fait exception pour les sommes dues à l'État ou au fisc, à quelque titre que ce soit, et le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 205, 206, 206, 207, 214 et 349 du Code civil.

Le mal évidemment devait être très grand pour susciter d'aussi nombreuses et aussi radicales propositions de réforme. Les critiques suscitées par cette malheureuse loi de 1895 si impatiemment attendues et dont l'inefficacité est pour ainsi dire légendaire sont clairement résumées dans les exposés des motifs de MM. Bonnevey et Dron. On peut, ce semble, les ramener à trois chefs principaux :

- 1° La saisie arrêt démoralise l'ouvrier;
- 2° Elle le déracine et en fait un nomade
- 3° Elle le ruine.

SECTION I

LA SAISIE-ARRÊT DÉMORALISE L'OUVRIER

Dans une enquête faite en 1904 sur l'état de l'in-

dustrie textile et la condition des ouvriers tisseurs, M. Boulisset, inspecteur divisionnaire du travail à Lille, s'exprimait ainsi : « Dès que la première saisie a été opérée, l'ouvrier se blase, il glisse sur la pente des achats à crédit. D'autre part, les fournisseurs majorent pour lui le prix de leurs marchandises si bien que le gouffre se creuse et le plus souvent la situation devient sans issue. »

La loi du 12 Janvier 1895 a eu en effet pour conséquence certaine de permettre à certaines maisons de commerce, dites d'abonnement, de faire de brillantes affaires en vendant à des prix fort majorés des marchandises de qualité médiocre. Ces établissements ont fait de la vente à crédit aux ouvriers et aux petits employés, la base, plus ou moins large, de leur commerce. L'ouvrier est tenté par les objets que les abonnés vont lui offrir à sa maison, parfois même à la porte de l'usine, On lui offre un si long crédit ! six, huit, vingt-quatre mois souvent, pour des objets de valeur inférieure à cent francs ! Parfois aussi, ces vendeurs à crédit s'adressent aux femmes, seules à la maison, car les mari est à son travail. Le voyageur fait habilement l'article, la femme s'engage pour des sommes déraisonnables, dissimule à son mari aussi bien la sommation de payer que l'affaire elle-même et ne se décide à avouer que lorsque tout est perdu. Il est à noter d'ailleurs que les objets

achetés dans ces conditions sont souvent parfaitement inutiles. Au cours de l'enquête sur l'industrie textile à laquelle nous avons fait allusion plus haut, un tisseur de la Seine-Inférieure fit cette déclaration : « Il a été vendu, il y a quelque temps, à un de nos ouvriers qui ne sait ni lire ni écrire, trois vieux volumes usagés de soixante centimes pièce environ, plus un petit cartel d'une valeur de huit francs, pour une somme de 60 francs. Nous avons fait venir l'ouvrier qui n'a pû savoir pourquoi il avait acheté cela ; il ne savait pas non plus le prix qu'on lui avait demandé. »

Tout les industriels sont d'accord pour critiquer ces entreprises commerciales, issues de la loi de 1895 et qui broient l'ouvrier dans leur engrenage.

« Les syndicats de vente à tempérament sont une plaie », dit l'Union de l'industrie cotonnière de Roanne.

Le syndicat normand de la filature de coton dénonce « le danger très réel que cause à la bourse de l'ouvrier la facilité si grande avec laquelle il peut acheter à crédit à certaines personnes dénommées abonneurs. »

Parfois la reconnaissance signée par les ouvriers porte la clause suivante : « Dans le cas de non paiement exactement à échéance, je m'engage à solder immédiatement ce qui restera dû et le tout deviendra

immédiatement exigible » Le commis-voyageur, après avoir fait recette deux ou trois fois au domicile du débiteur, cesse de paraître chez ce dernier et le tour est joué.

Certes cette première saisie-arrêt va causer quelques ennuis à ce pauvre ouvrier dont le seul tort fut de céder aux sollicitations habiles et pressantes de vendeurs sans scrupules. Mais il n'y a, dit-on souvent, que le premier pas qui coûte et le premier pas franchi, rien n'empêchera l'ouvrier de faire désormais des dettes à l'infini, et de compter, pour désintéresser ses créanciers, sur la saisie-arrêt de la loi de 1895.

Si quelque scrupule l'agite, il l'étouffera au cabaret et les marchands de vin seront très heureux de lui faire crédit. On ne peut en effet nier que la loi de 1895 ne soit en partie responsable des ravages causés par l'alcoolisme. De l'enquête faite par l'Office du travail en 1899, nous extrayons la déclaration suivante d'un fabricant de draps de la Seine-Inférieure : « Si l'alcoolisme continue à faire dans les centres industriels les progrès effrayants que chacun déplore, et contre lesquels on semble, à l'heure actuelle, vouloir lutter énergiquement, c'est en raison de la facilité avec laquelle l'ouvrier peut trouver chez l'épicier débitant un crédit permanent, toujours disproportionné avec ses ressources, et conséquemment, nuisible et immo-

ral. » Au cours de la même enquête, une Compagnie houillère de la Haute-Loire donna les détails suivants : « Sur une somme de 35.595 fr. 63, les boulangers ont saisi pour la somme de 4.348 fr. 10 ; les marchands de vins en gros pour 9.915 fr. ; les marchands de toile pour 5.430 fr. 30 ; les marchands de confections pour 1.154 fr. 40, etc. »

Les marchands de vin, on le voit, savent se servir de la saisie-arrêt ; mais ce n'est pas au cabaret que l'ouvrier fait son travail — et il faut souvent au patron une louable patience. La saisie est pour ce dernier une source d'ennuis de toutes sortes. C'est l'obligation de conserver indéfiniment les sommes saisies, c'est la nécessité de comparaître en justice pour faire la déclaration affirmative exigée par la loi. Aussi, parfois l'industriel met-il en demeure l'ouvrier d'obtenir une mainlevée immédiate et à défaut lui donne congé.

C'est le second effet, et non le moins funeste, de la saisie-arrêt. Que le renvoi soit imposé ou le départ volontaire, la saisie-arrêt a pour conséquence de déraciner l'ouvrier.

SECTION II.

LA SAISIE-ARRET DÉRACINE L'OUVRIER.

Quand plusieurs saisies-arrêts successives ne par-

viennent pas à lasser la patience du patron, c'est l'ouvrier lui-même qui, pour éviter la saisie, change d'usine et parfois de pays. C'est ainsi que le président du groupe patronal lyonnais du syndicat du tissage mécanique à façon écrit dans son rapport (Enquête sur l'industrie textile) : « La saisie-arrêt ne sert qu'à donner de mauvaises habitudes aux ouvriers qui échappent à la saisie en changeant d'usine. Elle constitue une gêne pour les patrons qui arriveut ainsi à perdre leurs ouvriers. »

Voici un exemple pris dans une raffinerie (Enquête de l'Office du travail) : « J'ai vu 17 ouvriers saisis en 1895 : 11 ont quitté l'usine — 1 est décédé sans avoir payé — 3 seulement se sont libérés et 2 continuent à traîner leur dette. »

Un entrepreneur de l'Aude fit cette déclaration : « L'ouvrier déjà saisi préfère, s'il est du dehors, quitter le pays plutôt que d'être tout le temps traqué par ses fournisseurs, et comme partout il ne cherche qu'à faire des dupes, la loi de 1895 l'oblige à courir d'un chantier à l'autre et à dépenser sans profit ses maigres ressources.

Quant à l'ouvrier du pays, il préfère, lui aussi, faire une journée d'un côté, une journée de l'autre et échapper ainsi à la loi ».

On conçoit que, dans ces conditions, l'ouvrier ne puisse réaliser aucune économie. S'il n'est point

ruiné par ses achats à tempérament ou ses séjours fréquents au cabaret, quelques saisies-arrêts suffiront, à le mettre au-dessous de ses affaires. C'est là le troisième effet, que nous allons examiner, de la saisie-arrêt rendue plus facile par la loi de 1895.

SECTION III.

LA SAISIE-ARRET RUINE L'OUVRIER.

C'est un fait constaté par tous les commentateurs que les frais nécessités par la procédure de saisie-arrêt sont hors de proportion avec la somme saisie. Cela peut paraître d'autant plus étrange que cette procédure est organisée par une loi qui avait pour but essentiel de protéger les débiteurs intéressants et pauvres.

Ceci, cependant, était à prévoir. Tel créancier qui, avant 1895, hésitait à se lancer dans la procédure longue de la saisie-arrêt, ne se fait aucun scrupule aujourd'hui de saisir pour une somme dérisoire toujours absorbée par des frais. Sans doute, chaque saisie-arrêt prise isolément, coûte moins cher que sous le droit commun, mais c'est la répétition de ces saisies, c'est aussi la fréquence des distributions, qui augmentent démesurément la dette, souvent insignifiante, cause première de la saisie. Avec la loi de

1895, la saisie-arrêt est devenue de droit quand il y a dette, sans autorisation même du juge quand il y a titre ; les formalités à remplir sont réduites au minimum et les frais sont minimes pour le créancier saisissant. A la première saisie-arrêt, une avalanche d'oppositions vient s'abattre sur le malheureux débiteur.

Une Compagnie houillère de l'Isère évaluée à 50 p. 100 l'augmentation des saisies-arrêts depuis 1895 ; le directeur d'une tuilerie de Saône-et-Loire constate que le nombre des saisies a décuplé ; une compagnie houillère du Gard occupait, dans le deuxième semestre de 1894, 1.397 ouvriers dont 35 étaient saisis ; dans le second semestre de l'année 1898, elle a eu 101 ouvriers saisis sur 1.506.

Le créancier ne cherche plus à faire payer le débiteur par des moyens de persuasion et par voie d'acomptes. Il dresse chaque trimestre un état des débiteurs retardataires, et le remet à son huissier dont l'intérêt n'est pas de rechercher un arrangement amiable.

Les juges de paix semblent du reste se prêter à cette extension des saisies-arrêts. Il n'est pas rare qu'ils autorisent des saisies pour des sommes de 2 ou 3 francs ; les saisies les plus nombreuses sont faites pour des sommes allant de 10 à 50 francs. Une Compagnie minière du Pas-de-Calais qui, depuis qua-

tre ans, a enregistré 5.182 saisies a donné les renseignements suivants :

Dettes de 10 francs et au-dessous, 263 saisies.

Dettes de 11 à 50 francs, 1.722 saisies.

Dettes de 51 à 100 francs, 1.445 saisies.

Dettes de 101 à 200 francs, 1.035 saisies.

Dettes de 201 à 500 francs, 559 saisies.

Dettes de 501 à 1.000 francs, 105 saisies.

Dettes de 1.001 à 1.800 francs, 53 saisies.

Imaginons une dette de 3 francs. Si le créancier donne mainlevée à son débiteur, il en résulte à la charge de ce débiteur une dépense de 5 fr. 40 pour l'enregistrement de cette mainlevée. Les frais dépasseront ainsi, et largement, le montant de la dette.

C'est d'ailleurs une remarque faite fréquemment au cours de l'enquête de l'Office du travail que le poids des frais généralement tolérable pour les grosses dettes devient très lourd à mesure que leur montant diminue et finit par être hors de proportion avec la dette. Ainsi, pour des dettes de moins de 20 francs, une Compagnie houillère de l'Hérault dénonce 272 p. 100; une manufacture d'allumettes 508 p. 100; une fabrique de produits chimiques du Nord, 149 p. 100; une Compagnie houillère de l'Isère 269, 222, 187 p. 100; une imprimerie de la Seine 2.500 et 1.000 p. 100; une usine de construction du Nord, 1.693 p. 100.

Voici quelques cas particuliers puisés dans la même enquête :

Saisie de 39 fr. 90, effectuée par un propriétaire sur le salaire de Jeanne L..., mineure, dette contractée par sa mère, avec laquelle elle n'habitait plus : frais 44 fr. 25, donc plus de 100 p. 100.

Saisie pour une dette en principal de 4 fr. 50 : frais 42 fr. 70, soit 548 p. 100 (Hauts-Fourneaux-Cher).

Saisie de 6 fr. 25 : frais 122 fr. 70, soit 1.963 p. 100 (Constructions, — Nord).

Il est difficile, dans ces conditions, au débiteur de se libérer rapidement de ses dettes et on aboutit à cette conséquence fâcheuse que, durant de nombreuses années, l'ouvrier ne peut toucher qu'une partie de son salaire.

Voici ce qu'écrit le directeur d'une filature des Vosges (enquête sur l'état de l'industrie textile) : « Nous prenions en juillet 1896 une apprentie, enfant de treize ans, à qui nous donnions pour commencer 1 fr. 10 par jour, puis 1 fr. 68 puis 2 fr. 23 et aujourd'hui 2 fr. 40, maximum qu'elle puisse gagner. Le père, non employé à l'usine, a des dettes de tous côtés, et ses créanciers, apprenant que son enfant travaillait chez nous, faisaient, au mois de novembre 1896, saisie-arrêt sur les salaires de cette enfant.

Nous avons commencé à retenir le dixième depuis le 1^{er} octobre 1896; le montant des retenues s'élève à

ce jour à 145 fr. 35 et il reste à lui retenir 375 fr. 55, plus les frais de mainlevée. En admettant qu'elle n'ait aucun jour de chômage ou de maladie, la retenue se continuera donc encore pendant 5 ans et 3 mois, elle aura donc duré 7 ans et 9 mois, sans compter les saisies encore en suspens. »

Un deuxième exemple nous est donné par le Directeur d'une manufacture de l'État : « Nous avons une ouvrière qui, depuis 1891, subit une retenue de 1 fr. 25 par dizaine pour solder une dette de 946 fr. 60 contractée par son mari avec lequel elle ne vit pas. Le total de la retenue, par année, s'élève à 45 fr. environ, représentant les intérêts. Quant à la somme due, elle reste et restera toujours entière. »

A qui va cet argent qui sort de la poche des ouvriers et ne va pas, le plus souvent, dans celle du patron ? Il enrichit les hommes d'affaires qui achètent à vil prix, chez divers commerçants, des créances d'importance diverse dont le paiement paraît plus ou moins aléatoire et immédiatement après entament la procédure, refusant tout arrangement et tout délai.

C'étaient là, semble-t-il, des méfaits suffisants à l'actif de la loi du 12 Janvier 1895. La Cour de Cassation, dans un arrêt de Juillet 1909 que nous allons examiner, on a tiré une conséquence si excessive que, si elle persiste dans sa thèse, « il se pourrait fort bien, comme l'a dit M. Ambroise Colin, qu'une

intervention du Parlement devienne nécessaire et que la malheureuse loi de 1895 subisse la nouvelle injure d'une de ces lois dites interprétatives qui sont la suite et comme la tare significative des dispositions imprudentes et mal venues ».

SECTION IV

ARRÊT DU 21 JUILLET 1909

En novembre 1907, un ouvrier nommé Renfert était renvoyé de l'usine appartenant à la société industrielle Viellard Migeon et C^{ie}. Comme nombre d'industriels, ces derniers étaient intervenus auprès des fournisseurs, avaient payé des factures de Renfert ou lui avaient avancé de l'argent. Chaque mois, à la paye, le patron, du consentement de son ouvrier, avait retenu ce que pouvait lui devoir celui-ci. Quand Renfert partit, son patron voulut lui payer son salaire du dernier mois diminué du montant des avances qu'il avait pu recevoir en argent ou en nature. Renfert refusa et exigea le paiement intégral de son salaire, en se fondant sur l'article 4 de la loi du 12 janvier 1895, aux termes duquel « aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dûes à eux-mêmes pour fournitures

diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois.

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail.

2° Des matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge ou l'usage.

3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. »

Renfert ne borna pas là sa réclamation et assigna son patron devant le juge de paix de Delle en paiement de la somme de 374 fr. 35, montant des retenues totales faites par le patron pour récupérer ses avances ; le 27 novembre 1907, le juge de paix donnait raison à l'ouvrier !

L'affaire vint en appel devant le tribunal de Belfort qui, infirmant la sentence du juge de paix, admit cependant la réclamation de Renfert pour les salaires d'octobre.

Sur l'appel de Renfert, la Cour de Cassation rendit son arrêt du 21 juillet 1909. A l'appui de son pouvoir, Renfert avait invoqué les moyens suivants :

Violation des articles 2,4 et 5 de la loi du 12 janvier 1895 et de l'article 6 du Code civil, en ce que le jugement attaqué décide que, s'il n'est pas permis au patron et à l'ouvrier de stipuler à l'avance des dérogations aux prescriptions de la loi, déterminant les seules retenues que le patron peut exercer sur les

salaires de l'ouvrier, rien, par contre, ne s'oppose à ce que l'ouvrier consente, au jour du règlement hebdomadaire ou mensuel à laisser entre les mains du patron telle somme qui sera fixée librement, et qui, en vertu de cet accord, se compensera avec les sommes avancées ou dues pour fournitures diverses, alors que la loi du 12 janvier 1895 édicte que la totalité des salaires exigibles doit être versée à l'ouvrier sous la seule déduction de certaines retenues expressément déterminées et alors qu'elle prohibe toute autre compensation au profit du patron, sans distinguer entre la compensation légale et la compensation conventionnelle ; violation de l'article 514 du Code de procédure civile et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1910, en ce que le jugement attaqué décide que le sieur Renfert n'est pas, dans tous les cas, admissible à exiger le paiement des retenues exercées par ses patrons sur ses salaires des mois de mai à septembre 1907, parce que ces salaires auraient fait l'objet de comptes dont la revision ne pourrait pas être demandée, alors que les règlements mensuels visés par le jugement ne sont pas constitutifs de comptes proprement dits, et alors, au surplus, que l'article 541 du Code de procédure civile, qui défend de reviser les comptes régulièrement approuvés ne doit pas recevoir application quand l'ordre public est en jeu.

La Chambre civile — sur le rapport de M. le con-

seiller Dupont — rendit, contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Mérillon, l'arrêt dont la teneur suit :

La Cour.

Sur le premier moyen pris dans ses deux branches ;

Vu les articles 1, 2, 4 et 5 de la loi du 12 janvier 1895.

Attendu qu'aux termes de ces articles, le salaire de l'ouvrier ne peut être saisi ni cédé que jusqu'à concurrence d'un dixième ; que, d'autre part, aucune compensation ne peut s'opérer, au profit des patrons, entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses quelle qu'en soit la nature, sauf les trois exceptions spécifiées en l'article 4 de la loi du 12 janvier 1895 ; qu'enfin, le patron qui fait une avance en espèces, en dehors du cas prévu par le § 3 du même article, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième des salaires exigibles.

Attendu que ces dispositions, qui ont pour but d'assurer le paiement effectif à l'ouvrier des sept dixièmes de son salaire que la loi réserve, sont d'ordre public ; que, dès lors, toute convention contraire est nulle, aussi bien celle faite avant le paiement que celle qui lui est concomitante, et que,

notamment le règlement intervenu entre le patron et l'ouvrier au moment du paiement ne saurait faire obstacle à la répétition des sommes indûment retenues par le patron, qu'il n'y a pas lieu de distinguer suivant le caractère plus ou moins utile des fournitures reçues par l'ouvrier;

Attendu, en fait, que le jugement attaqué déclare que Renfert avait cédé à un tiers le dixième dont il peut disposer; qu'il ne constate pas que Viellard, Migeon et C^{ie} avaient pratiqué une saisie-arrêt sur le salaire de leur ouvrier; que par suite, ils ne pouvaient retenir lors de chaque paiement qu'un dixième du salaire.

Attendu, en fait, que le jugement attaqué, qui ne conteste pas que de mai à septembre 1907, Viellard-Migeon et C^{ie} aient, à chaque paiement mensuel, retenu des sommes supérieures au dixième disponible, déclare ces retenues valables pour le motif qu'elles représentaient le prix de fournitures de première nécessité, que Renfert les abandonnait librement lors de chaque paiement, et acceptait alors le décompte dressé par ses patrons; qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué a violé les articles de lois ci-dessus visés.

Par ces motifs, casse et annule.

Dans une autre affaire, le tribunal de Belfort, revenant sur sa première décision, a rendu un jugement

dont les considérants offrent une grande ressemblance avec ceux de l'arrêt de Cassation. Il s'agissait d'un nommé Weiss qui, entré en février 1906 comme ouvrier dans les usines de la Société Vermot, à Chatenais, en sortit le 26 décembre 1908. En ces deux ans et quelques mois, Weiss avaient acquis une action d'une société coopérative « La Fraternelle », dont le comptable était le caissier même de l'usine, il avait pris à bail une habitation moyennant un loyer mensuel de quinze francs et chaque mois, le caissier retenait sur ses appointements le loyer, trois francs pour la caisse de secours, les avances en argent faites par le patron et enfin les indemnités par mal-façons.

Un mois après son départ, et bien qu'ayant donné à son patron une décharge formelle ainsi conçue : « Reçu des usines Charles Vermot, la somme de 115 fr. 50, valeur pour solde de tout compte et réclamation à ce jour », Weiss assignait son patron devant le Conseil des prudhommes en paiement d'une somme de 3014 fr. 40, pour retenues illégalement opérées sur ses salaires. Le 17 décembre 1909, le Conseil des prudhommes, constatant que les retenues avait été effectuées avec le consentement exprès et formel de Weiss qui trouvait dans cet arrangement, conclu de son plein gré, des avantages appréciables, en ce sens que le dit arrangement lui permettait d'éviter tout au

moins les saisies-arrêts que n'auraient pas manqué de pratiquer sur son salaire les fournisseurs envers lesquels il était redevable » déclara la demande de Weiss irrecevable, mal fondée, et la condamna aux dépens.

Saisi sur appel de Weiss, le tribunal de Belfort, infirmant la sentence du Conseil des prudhommes, condamna M. Vermot à payer à Weiss la somme de 1.578 fr. 72, montant des retenues opérées de mars 1906 à août 1907.

A nous en tenir à l'arrêt de Cassation du 21 juillet 1909, ses conséquences sont incalculables, si toutefois, ce qui est douteux, la Cour suprême s'obstine dans cette voie.

Nous allons essayer de détacher de cet arrêt les conséquences économiques, nous réservant de l'examiner ensuite au point de vue purement juridique.

Conséquences économiques de l'arrêt de juillet 1909.

Très nombreux sont les patrons qui, sous une forme ou une autre, ont consenti, depuis 1895, des avances à leurs ouvriers. Ce sont, tantôt des avances en nature : logement, terre, jardin dont l'ouvrier deviendra peu à peu propriétaire, ou encore vêtements, combustibles, que l'ouvrier pouvait, avant la loi de 1910, se procurer dans les économats annexés à l'usine, tantôt des avances en argent faites à un ouvrier momentanément dans la gêne. Parfois le

patron s'engageait pour le compte de l'ouvrier envers les fournisseurs de celui-ci.

A chaque paie, le patron retenait à son ouvrier le montant de ces avances et, de son plein gré, l'ouvrier consentait à ce remboursement. C'était la règle et elle pouvait paraître légale, puisque l'arrêt du 21 juillet 1909 fut rendu, contrairement aux conclusions de M. l'Avocat général Merillon.

L'État lui-même, dans son exploitation des chemins de fer, très étendue depuis le rachat de l'Ouest, a usé du procédé condamné par l'arrêt de Cassation; les Compagnies de chemins de fer ont chacune un économat auquel les agents s'approvisionnent de marchandises de toutes sortes, vendues meilleur marché que partout ailleurs. L'État, les grandes compagnies seront, comme tous autres industriels, obligés de restituer les retenues effectuées du consentement de l'ouvrier, mais illégales aux termes de l'arrêt de 1909. Il s'agit de millions, de milliards peut-être, qui devront revenir dans la poche des ouvriers malhonnêtes. Et combien de procès en perspective! les patrons ne perdront évidemment pas leur droit au recouvrement des avances consenties aux ouvriers; ils feront saisir-arrêter leurs salaires et comme il s'agira de recouvrer des sommes très importantes, que ces sommes se grossiront encore des frais si nombreux qu'entraîne la procédure de saisie-arrêt,

de nombreux ouvriers qui, n'ayant montré aucun scrupule, ne mériteront aucune confiance, perdront pour bien longtemps la disposition de leur salaire entier.

L'arrêt de 1909 marque la fin prochaine des bienveillances patronales; les rapports entre employeurs et employés, déjà si tendus comme le montre la fréquence des grèves, deviendront des plus difficiles. Les ouvriers seront obligés de ne compter que sur eux-mêmes, mais, comme le dit M. Géný, « dans l'état actuel des choses, pour élever son niveau social, pour se faire, par soi ou par sa classe, un meilleur sort, l'ouvrier n'est pas sans avoir besoin de l'aide du patron, du moins sous la forme du crédit, et par exemple, quand il s'agit de faciliter le jeu des coopératives purement ouvrières ou de participer à l'œuvre des sociétés autonomes d'habitations à bon marché ».

Sans doute, une loi récente a bien supprimé dans un délai de deux ans à dater de sa promulgation les économats et interdit aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit — mais cette loi laisse subsister les économats des réseaux de chemins de fer « sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat; 2° que la vente des denrées et

marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau ».

L'avenir que nous réserve l'arrêt de juillet 1909 parait, grâce à cette suppression partielle des économats, moins inquiétant, mais il n'en faudra pas moins liquider un passé formidable. — Cet arrêt d'ailleurs n'a point visé seulement les avances en nature, mais aussi les avances en argent, les engagements envers les fournisseurs et les diverses manifestations que peut prendre la bienveillance d'un patron envers ses ouvriers.

Aucune loi n'eût-elle supprimée les économats, l'arrêt de 1909, s'il fait jurisprudence, ne leur permettrait pas de substituer. Incapables de récupérer leurs avances, ils disparaîtraient à coup sûr dans un très bref délai.

La loi de 1895, en ses articles 4 et 5 imposait-elle les conclusions qu'en a tiré la Cour suprême? C'est le point que nous allons examiner.

Critique juridique de l'arrêt du 21 juillet 1909. — Les articles 4 et 5 de la loi du 12 janvier 1895 sur lesquels le Code suprême appuie son argumentation sont ainsi conçus :

Article 4. — Aucune compensation ne s'opère au

profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dûes à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ;
- 2° Des matières ou matériaux dont l'ouvrier à la charge ou l'usage ;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets ;

Article 5. — Tout patron qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le § 3 de l'article 4 qui précède ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le montant des salaires ou appointements exigibles.

La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible portée en l'article 2.

Par quel enchaînement d'idées, le législateur de 1895 est-il arrivé à édicter des règles spéciales au patron créancier ?

Après le vote des articles 1 et 2 qui limitaient la cessibilité et la saisissabilité des salaires à la proportion du dixième, certaines préoccupations, dont nous trouvons d'ailleurs trace dans l'exposé des motifs, se firent jour. Il sembla que la conséquence logique des articles 1 et 2 était de ne plus autoriser le patron qui avait fait une avance en espèces qu'à

se rembourser par compensation sur le dixième seulement du salaire exigible. Dans ces conditions, et même dans le cas le plus défavorable pour lui, c'est-à-dire celui où il se trouverait en présence d'un patron créancier, d'un étranger également créancier et d'un tiers concessionnaire, l'ouvrier serait toujours assuré de toucher les sept dixièmes de son salaire.

La Chambre des députés saisie du projet de loi entendit régler les rapports des patrons et ouvriers par un article ainsi conçu :

« Tout patron qui fait une avance en espèces ou en fournitures, consistant seulement en outils ou en instruments nécessaires au travail, ou en matières et matériaux dont les ouvriers ou employés ont la charge et l'usage, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. La retenue opérée du chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible, portée en l'article 3 ; les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances.

Le Sénat estima que certaines avances du patron, notamment les fournitures d'outils, d'instruments nécessaires au travail, et des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, méritaient un traitement privilégié. C'est ce qui ressort des déclai-

rations du rapporteur : « D'abord de décider, ou plutôt de maintenir en principe qu'il n'y aura point compensation, au profit des patrons, entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dûes à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature. Par suite, la créance du patron reste soumise au droit commun, tel qu'il résulte de l'article premier du projet de loi. D'accepter, au contraire, les effets de la compensation quand il s'agira de créances du patron pour fournitures d'outils, d'instruments de travail, de matières ou de matériaux dont l'ouvrier a la charge ou l'usage ou encore quand il s'agira du remboursement au patron des sommes par lui avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. Et enfin de maintenir la décision et le texte de la Chambre en ce qui concerne les avances en espèces, que le patron pourra *se rembourser*, à l'aide de retenues successives ne dépassant pas le dixième des salaires exigibles. »

Votés par le Sénat, les articles 4 et 5 furent adoptés sans modification par la Chambre.

De cet examen des travaux préparatoires auxquels nous nous sommes livrés, il semble bien résulter que le législateur de 1895 n'a prévu, en aucune manière, les règlements intervenant au moment de la

paie entre le patron et son ouvrier, autrement dit la compensation conventionnelle.

Il n'est pas douteux, d'autre part, que notre loi a réduit considérablement les droits du patron. Avant 1895, la situation de ce dernier, créancier de son ouvrier, était régie par les articles 1290, 1291, 1292, 1293 et 1298 du Code civil ; la compensation s'opérait de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs ; les deux dettes s'éteignaient réciproquement, à l'instant où elles se trouvaient exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives. Sans doute, l'article 1295 réservait les droits des tiers ; celui qui étant débiteur était devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne pouvait, au préjudice du saisissant, opposer la compensation ; mais il n'est pas douteux que le patron était dans une situation beaucoup plus avantageuse que les autres créanciers. La loi du 12 janvier 1895 étant, d'après l'arrêt même du 21 juillet 1909, d'ordre public, ses dispositions, notamment celles qui restreignent les droits du patron, doivent être interprétées restrictivement. C'est d'ailleurs le principe que nous trouvons posé dans un arrêt de la Chambre civile du 31 mai 1907 (S. 1909. 1. 153), lequel décide que la somme due par un patron à son ouvrier doit se compenser de plein droit et jusqu'à due concurrence avec celle due par

l'ouvrier à titre de dommages-intérêts pour rupture intempestive du contrat de travail, attendu que la règle de la compensation légale est générale et ne comporte d'autres exceptions que celles qui ont été limitativement énumérées par la loi; or, il semble bien nous l'avons vu, résulter des travaux préparatoires que le législateur n'a songé qu'à une main mise du patron sur le salaire de ses ouvriers, et il est impossible, dans ces conditions, d'étendre la prohibition des articles 4 et 5, à la compensation conventionnelle.

A lire ces articles, il est à craindre, comme le dit M. Ambroise Colin, « que la solution adoptée par la Cour suprême ne soit la conséquence d'une fâcheuse terminologie et en somme de la pauvreté de notre langue juridique. Que nous disent-ils?

Article 4. — Aucune compensation *ne s'opère* au profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois etc...

Article 5. — Tout patron qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le § 3 de l'art. 4 qui précède, ne peut *se rembourser* qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. »

Le Code civil traite de la compensation dans les

articles 1289 et suivants. L'article 1289 est ainsi conçu : « Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, *il s'opère* entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-dessous exprimés », et l'art. 1290 ajoute : « La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, *même à l'insu des débiteurs*; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives. »

Une compensation qui s'opère même à l'insu des débiteurs n'est pas évidemment, une compensation conventionnelle. C'est la compensation légale, ou plus simplement la compensation. C'est celle dont il est question dans nos art. 4 et 5, celle qui « s'opère » et celle qui autorise le patron à « se rembourser ». « La compensation, a dit Brinz, est une garantie de paiement aux mains d'un créancier qui se trouve à la fois débiteur de son propre débiteur. S'il y a garantie de paiement, il n'y a pas encore paiement réalisé, les deux dettes continuent donc à exister l'une en face de l'autre, mais par cela seul qu'elles coexistent, elles se tiennent réciproquement en échec, l'une doit servir à couvrir l'autre. »

M. Saleilles donne une excellente définition de la compensation légale; il la compare à la rétention et il s'exprime ainsi : « La première est le droit de refu-

ser un paiement pour contraindre un débiteur à payer; la deuxième va plus loin, elle n'est plus seulement un moyen de contrainte, mais un moyen de réaliser le paiement; elle consiste non plus seulement à refuser ce qu'on doit pour obtenir ce qui est dû, mais à *se payer sur ce qu'on doit.* »

C'est de cette compensation, sans doute possible, que traitent nos articles 4 et 5, lesquels ne sauraient, dans ces conditions, s'appliquer à la compensation conventionnelle.

Dans le cas contraire, il faudrait conclure que le législateur de 1895 a entendu frapper l'ouvrier d'une incapacité perpétuelle de disposer de son salaire. Or, tel n'a pas été, semble-t-il, son but.

Ce qu'il a voulu, c'est que l'ouvrier puisse toujours, si tel est son désir, toucher les sept dixièmes de son salaire; qu'au moment de la paie, il puisse exiger de son patron, quelles que soient les prétentions de celui-ci, le paiement de ces sept dixièmes. Mais l'ouvrier est bien libre, de faire abandon à son patron, comme à un créancier ordinaire, de tout ou partie de son salaire. Pourquoi appliquer au patron un régime plus dur qu'aux autres créanciers, alors qu'il a bien été entendu, dans la discussion du projet, que le patron serait assimilé à un créancier ordinaire? L'ouvrier a le droit, sitôt après la paie, de faire de son argent tel emploi qui lui plaît. Il peut, et parfois il ne s'en

fait pas faute, gaspiller son argent au cabaret; il peut aussi en faire usage plus noble et se libérer envers ses créanciers. Pourquoi l'empêcher de désintéresser son patron. Parce que, dit-on, il n'est pas libre, le patron tenant en ses mains son gagne-pain, et pouvant, immédiatement, le renvoyer.

Une distinction est ici nécessaire entre ce que nous appellerons les conventions antérieures et les conventions concomitantes au paiement. Que les premières soient interdites, nous n'y voyons pas d'objection, car elles deviendraient bien vite de style et mettraient à néant les dispositions protectrices de la loi de 1895 : l'ouvrier besogneux, sans argent, s'inclinerait toujours devant la volonté de son patron. Mais il est difficile de croire que l'ouvrier, au moment de la paie, n'est pas, aujourd'hui, libre de refuser au patron des retenues supérieures au dixième, quand les syndicats ouvriers montrent tous les jours leur force croissante et laissent souvent le patron désarmé. Admettez-vous comme valables les paiements faits immédiatement après la paie? Oui, sans doute, car vous n'entendez pas frapper le salarié d'une incapacité perpétuelle. Faudra-t-il alors établir deux guichets, l'un pour le paiement du patron à l'ouvrier, l'autre pour le paiement de l'ouvrier au patron? Singulier ordre public qui ferait dépendre la validité d'une opération d'une pure question de forme et nous ferait remonter aux

règles du vieux droit romain ! Il est plus simple de se contenter d'une opération d'écritures.

Il faut reconnaître d'ailleurs que la Cour de Cassation montre en ces matières une diversité étrange d'interprétation. C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation a décidé le 31 mai 1907 (S. 1909. 1. 153) que le patron peut compenser les salaires dûs à un ouvrier avec les sommes que celui-ci lui doit en réparation d'un délit civil, par exemple à titre de dommages-intérêts pour rupture intempestive du contrat de travail. Le 12 février 1908, la Chambre des requêtes a jugé que le dépositaire, qui est créancier du déposant, peut saisir-arrêter entre ses mains les objets qui lui ont été remis à titre de dépôt par son débiteur : « Considérant que l'existence d'un contrat de dépôt ne fait pas échec au droit qui appartient à tout créancier, muni d'un titre ou d'une permission du juge, de faire saisie-arrêt sur les biens de son débiteur ; que par application du droit commun, l'article 1944 du Code civil prévoit, au contraire, d'une manière expresse que la remise du dépôt peut être entravée par une opposition aux mains du dépositaire, qu'il importe peu, d'ailleurs, que cette opposition soit faite à la requête d'un tiers ou du créancier lui-même, lorsqu'il se réunit en sa personne la double qualité de saisissant et du tiers saisi, la situation du débiteur n'en étant nullement empirée ».

Il convient de remarquer surtout un arrêt de la Chambre des requêtes du 16 janvier 1905. S. 1907. 1-511 qui déclare : « La disposition de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, d'après laquelle les rentes constituées aux ouvriers victimes d'accidents du travail sont incessibles et insaisissables, s'oppose à ce que le débiteur de la rente *se paie lui-même, par voie de compensation légale*, sur le montant de sa dette, de ce qui pourrait lui être dû par l'ouvrier créancier de la rente. »

Si malgré les inconvénients si graves que peut avoir la jurisprudence nouvelle, les Chambres réunies rendaient un arrêt conforme à l'arrêt du 21 juillet 1909, ne restera-t-il au patron qu'à se laisser dépouiller par de mauvais ouvriers chassés pour leur inconduite ou leur impéritie et qui agiront avec audace, guidés par des hommes d'affaires?

Chercheront-ils un abri derrière l'art. 2271 du Code civil relatif aux courtes prescriptions : « L'action des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrit par six mois »? Cela restreindrait considérablement le champ d'activité des hommes d'affaires, mais un arrêt de la Chambre civile du 20 novembre 1889. D. 97-1-60 décide : « La prescription de six mois édictée par l'article 2271 du Code civil pour les actions intentées par les ouvriers et gens de travail en réclamation de

leurs salaires, étant fondée sur une présomption de paiement, est inapplicable dans le cas où celui qui l'invoque a reconnu avoir payé la somme réclamée ».

Le patron ne nierait pas ses retenues et l'article 2271 serait dès lors applicable.

Sans doute, les patrons pourraient demander à leurs ouvriers, à ceux tout au moins restés à leur service, une rectification des comptes régulièrement approuvés mais avec M. Colin nous estimons que ce serait pour le patron se mettre à la merci de son personnel et risquer d'éveiller des convoitises malsaines.

Espérons donc que de tels expédients ne seront pas nécessaires. Le meilleur remède serait dans un revirement de la Chambre civile ou dans un arrêt des trois Chambres réunies contraire à celui de la Chambre civile. N'oublions pas que l'arrêt du 21 juillet 1909 a été rendu contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Mérillon, et contrairement aussi aux principes qu'avait affirmé la Chambre des requêtes dans son arrêt du 16 janvier 1905.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Quelles sont les réformes à apporter à la loi de 1895?

A considérer tous les méfaits de la loi du 12 janvier 1895, on peut se demander si une solution radicale ne s'impose pas et la question très nettement se pose aujourd'hui de savoir si l'insaisissabilité absolue ne serait pas le seul remède à opposer à cette « plaie » de notre législation qui fait payer à de pauvres gens plusieurs millions de francs en frais de procédure. Entre les instruments de travail, déjà protégés par Code civil, et le produit même du travail, le salaire, la corrélation s'impose. On ne peut sérieusement constater par ce temps de renchérissement continu des choses alimentaires que le salaire si modeste des

ouvriers, des commis, des employés, des petits fonctionnaires, soit l'élément indispensable de leur existence, de celle de leur femme, de leurs enfants, et de vieux parents souvent à leur charge. N'est-il pas parfois insuffisant? Suffirait-il d'ailleurs, pour supprimer le mal profond que nous nous sommes efforcés de montrer, « d'une réforme anodine de procédure »?

Le 1^{er} avril 1898, la Chambre des députés adopta une proposition de loi qui décrétait : l'obligation de présenter toujours la saisie-arrêt à l'assentiment du juge de paix, l'obligation pour celui-ci de l'autoriser dans tous les cas, sauf s'il n'y a pas de titre ou s'il y a une contestation sérieuse sur la créance, enfin l'obligation pour le juge de paix de procéder toujours à une tentative de conciliation, la suppression de l'exploit de saisie-arrêt qui serait remplacé par une lettre recommandée du greffier, la possibilité pour les tiers saisis de se libérer par versements trimestriels entre les mains du greffier de la justice de paix.

Cette proposition n'apporterait, à notre avis, aucune amélioration à la situation créée par la loi de 1895.

On supprime bien en effet une partie de la procédure et le ministère des huissiers, mais on les remplace par les greffiers — et non seulement on transporte à ces derniers une partie de la procédure, mais encore on imagine une nouvelle procédure très com-

pliquée, très longue, dans laquelle l'intervention du juge de paix est exigée à chaque instant.

Nous ne contestons pas les avantages qu'offre la juridiction des juges de paix; l'audience du juge de paix est moins solennelle, plus familière; la contradiction y est permise même avec le juge; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent ni au point de vue de l'économie des frais, ni au point de vue des notions d'équité : l'attitude des parties, l'accent de sincérité, l'énergie des protestations sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant, et en somme, il ne faut pas oublier que c'est à la comparaison personnelle des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux, quand ils sont le plus embarrassés de décider. Enfin, et en tout état de cause, la conciliation intervient plus facilement devant le juge de paix qui peut en donner acte sans frais.

Mais nous nous bornerons à répondre à nos adversaires : la loi de 1895 a simplifié la procédure, les saisies sont devenues plus fréquentes et les frais ont considérablement augmenté : vous voulez simplifier encore cette procédure; vous ne ferez qu'aggraver le mal. Sans doute, depuis 1895, comme le dit M. Dron dans son exposé des motifs « chaque saisi-arrêté, pris isolément, a-t-il été moins brutalement pressuré, mais le nombre des saisies s'est accru dans des pro-

portions considérables... La proposition nouvelle qui nous vient du Sénat est pleine de bonnes intentions et réduit encore les frais de saisie, mais cette proposition aura cette conséquence fatale d'en généraliser l'usage et de démoraliser davantage les travailleurs ouvriers et petits fonctionnaires, en faveur desquels il semble qu'elle soit conçue ».

Si des modifications, si heureuses qu'elles puissent paraître, ne sont que des palliatifs insuffisants, il ne faut pas hésiter, selon l'heureuse expression de M. Dron, à avoir raison de la plaie par la cure radicale, par l'extirpation du mal lui-même, c'est-à-dire, en l'espèce, par la suppression des saisies-arrests.

Qu'opposent, à notre système, les partisans de la saisissabilité :

Vous allez, nous disent-ils, porter atteinte à la dignité et au crédit de l'ouvrier.

1° *Atteinte à la dignité.* — Nous ne voyons pas comment décréter l'insaisissabilité totale pourrait amoindrir la dignité de l'ouvrier alors que l'insaisissabilité des neuf dixièmes n'y porterait aucune atteinte. Si en 1895, le législateur a donné à l'ouvrier le droit de pouvoir exiger les sept dixièmes de son salaire, c'est que ces sept dixièmes étaient considérés comme indispensables à sa vie. Mais l'ouvrier, aujourd'hui, n'a-t-il point besoin de tout ce qu'il gagne?

Or, quelle est sa situation avec la loi de 1895? Il est exploité odieusement par les abonnés qui vont le chercher jusqu'à l'usine et lui font acheter des objets dont il n'a nul besoin; la première saisie le démoralise, et il devient le client assidu des cabaretiers qui lui font un crédit disproportionné avec son salaire. Son patron le renvoie, ou il quitte volontairement l'usine, c'est la misère pour lui et les siens. Soutiendra-t-on que sa dignité soit ainsi sauvegardée? « Au reste, comme le dit M. Bonnevey, toutes les fois qu'une mesure de protection légale des travailleurs est sollicitée, nous retrouvons la même objection : limitation des heures de travail, repos hebdomadaire, tout ce qui protège la faiblesse de l'ouvrier ou réfrène l'anarchie économique, devient, aux yeux de certains économistes, attentatoire à la dignité de l'ouvrier et à sa liberté ».

2° Ce système est, ajoute-t-on contraire à l'égalité, car s'il rend insaisissable le salaire de l'ouvrier et le traitement de l'employé, quelle que soit l'origine de la dette, intéressante ou non, le cultivateur qui n'a pour toute fortune qu'une mesure et un champ pourra les voir saisir pour une dette de 100 francs.

Nous ne verrions, au contraire, aucune objection à ce que le système de l'insaisissabilité complète soit étendu aux travailleurs de la terre, plus intéres-

sants parfois que leurs collègues des villes et toujours sacrifiés dans notre démocratie.

3^o Notre système, dit-on encore et surtout, supprimera le crédit de l'ouvrier. La règle générale, aussi vieille que le monde, et qui durera autant que lui, est que dans une transaction celui qui donne une chose doit en recevoir une autre en échange; le marchand qui vend doit donc recevoir l'obligation de se faire payer avec une sanction effective. Le jour où les salaires et petits traitements seraient insaisissables de pauvres mobiliers pourraient parfois être frappés de saisie-exécution par des créanciers rigoureux peut-être ou simplement irrités par la mauvaise volonté de certains débiteurs. Or, ne vaudrait-il pas mieux pour ceux-ci une saisie sur le dixième de leur salaire, dût-elle se maintenir plusieurs années, que sur leur mobilier, qui serait vendu à vil prix et qu'il serait si difficile de remplacer?

Une distinction nous semble ici nécessaire. Sans doute, avec l'insaisissabilité totale, les ventes à tempérament ne seront plus possibles; nous avons vu les abus auxquelles elles donnent droit et leur disparition ne laissera de regrets que dans le monde peu intéressant des professionnels de crédit.

Mais le crédit de l'ouvrier sera-t-il supprimé? Nous ne le croyons pas. Dans des pays comme l'Angleterre et l'Allemagne, qui ont décrété l'insaisissabi-

lité et l'incessibilité totales, l'ouvrier n'a pas vu supprimer son crédit.

Le commerçant consentirait-il un crédit quelconque à un ouvrier s'il pouvait supposer un instant, que, pour recouvrer ses avances, il serait obligé de recourir aux formalités longues et compliquées de la saisie-arrêt? Le crédit de l'ouvrier est le plus souvent purement moral. C'est à raison des habitudes de travail, d'ordre, d'économie de l'ouvrier que le commerçant lui fait crédit; il n'envisage la saisie-arrêt que comme une suprême ressource vis-à-vis du mauvais ouvrier. L'insaisissabilité absolue n'empêcherait pas l'ouvrier laborieux de trouver du crédit dans les cas exceptionnels où il en a besoin. Au reste, si la saisissabilité possédait réellement et exclusivement l'avantage de procurer aux ouvriers le crédit qui peut leur être absolument nécessaire, elle serait efficace surtout en cas de chômage, maladie ou grève, pendant que l'ouvrier est privé de ses ressources habituelles, c'est-à-dire au moment où sa garantie devient illusoire pour le prêteur.

« Mais ne craignez-vous pas, s'écriait à la tribune du Sénat M. Savary, qu'en ces jours profondément troublés où la grève bat son plein, où la surexcitation est grande, où la lutte pour la vie prend un caractère si âpre et si violent, l'ouvrier privé de tout, souf-

frant de la faim, ne se laisse entraîner aux pires, excès? »

Nous avouerons volontiers que la misère de l'ouvrier durant les grèves nous laisse assez sceptique. Les syndicats sont assez puissants pour ne pas laisser leurs membres sans ressources; si vraiment, les grèves entraînaient l'ouvrier à la misère, elles seraient croyons-nous, moins fréquentes et les statistiques nous prouvent que leur nombre s'accroît chaque année. Il n'y a pas, au reste, plus de saisie-arrêts au lendemain d'une grève ou d'un chômage et il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les registres des greffiers des justices de paix.

Nous objectera-t-on encore que vous faisons bon marché des droits de certains créanciers comme le boulanger, l'épicier, aussi intéressants que le débiteur? Nous n'entendons nullement sacrifier les premiers, mais nous estimons que la loi de 1895 leur offre des garanties purement illusoires, soit à cause de la disparition du débiteur, soit à cause de la lenteur du recouvrement par voie de saisie, soit surtout à cause de l'exagération des frais dont le montant est d'abord prélevé. Il suffit d'ailleurs d'une grosse créance, et c'est le plus souvent celle d'un « abonné » pour que les petits créanciers ne touchent qu'un dividende minime.

Nous concluons donc fermement au système de

l'insaisissabilité complète des salaires et petits traitements ?

Laisserons-nous subsister la cessibilité partielle comme le voulait M. Savary : « La cession ne pourra être consentie que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier de la justice de paix de son domicile. »

Nous croyons insuffisante cette modification à la loi de 1895. Le greffier n'aura point à examiner, à moins de sortir de son rôle et de devenir un juge, si l'opération est ou non bien fondée ; son rôle se bornera à l'enregistrer et à la notifier. C'est un nouveau travail pour lui, pour le patron également, qui devra classer les notifications par lettres recommandées. La proposition soumise actuellement à la Chambre fait en effet une obligation pour l'huissier d'adresser sans délai une notification par lettre recommandée au débiteur des salaires, appointements ou traitements, ou à son représentant préposé au paiement dans le lieu où travaille le cédant.

Quelque sérieuses que soient les objections que l'on puisse opposer à cette idée, nous nous arrêtons au principe de l'incessibilité totale. Nous voyons bien l'argument de nos adversaires, et il est sérieux : « Comment ! voilà un créancier et un débiteur qui sont majeurs tous les deux, qui sont tous les deux d'accord, celui-ci pour céder au créancier une partie de

son salaire, celui-là pour accepter cette délégation et vous voulez prohiber cette convention? »

Nous estimons que laisser subsister le dixième cessible, c'est laisser subsister ces tentations, ces fraudes, cette exploitation trop fréquente de la classe ouvrière par des professionnels de crédit vendant à des prix majorés des marchandises souvent inutiles et toujours de qualité médiocre. M. Jaurès, que l'on n'accusera point de vouloir attenter à la dignité et au crédit de l'ouvrier, s'exprimait ainsi le 16 juin 1906 au Conseil supérieur du travail : « Je me résigne à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires, je m'y résigne parce qu'il me paraît à peu près démontré que les frais énormes de procédure excéderont toujours de beaucoup le montant de la dette. »

En votant l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires, le législateur français ne se montrera point novateur et nous n'avons, pour nous en convaincre, qu'à faire l'examen des législations étrangères. On peut, nous semble-t-il, au point de vue de l'insaisissabilité, distinguer trois systèmes en vigueur dans les divers pays.

1° Dans un premier groupe, se placent les nations qui ont adopté le système de l'insaisissabilité soit absolue, soit seulement jusqu'à concurrence d'une certaine somme jugée indispensable au débiteur pour assurer son existence et celle de sa famille : Alle-

magne, Angleterre, Autriche, Espagne, Suède, Norvège, Brésil, Hongrie.

2° Un deuxième système (système analogue au système français) est en vigueur en Belgique, Russie, Suisse et Luxembourg.

3° L'Italie, les Pays-Bas, le Portugal permettent encore la saisie complète des salaires.

§ 1 LÉGISLATIONS ALLEMANDE, ANGLAISE, AUTRICHIENNE, ESPAGNOLE, SUÉDOISE, NORVÉGIENNE, BRÉSILIENNE.

Législation allemande. — C'est l'Allemagne qui, la première, a prohibé la saisie des salaires ouvriers.

L'intervention législative fut provoquée par les réclamations des intéressés, la doctrine et la diversité de la jurisprudence.

Les intéressés, tant ouvriers que patrons, faisaient entendre des plaintes continuelles et des pétitions nombreuses arrivaient au gouvernement et aux Chambres.

Quant à la doctrine, elle fut surtout, dans sa critique de la saisissabilité, inspirée par les besoins de la vie économique. L'industrie souffrait de ce défaut de protection, de la mauvaise volonté que mettait le saisi à exécuter un travail qui ne devait lui apporter aucune rémunération effective. On réclama, tout d'abord, l'insaisissabilité partielle au nom de l'équité

en se basant sur la situation privilégiée accordée au fonctionnaire.

En 1857, le ministre de la justice en Prusse fit procéder à une enquête sur la question auprès des tribunaux, mais, l'enquête terminée, il ne déposa aucun projet de loi.

La campagne en faveur de l'insaisissabilité ne fit que s'accroître. On invoquait le fait que la contrainte par corps venait d'être abolie et se fondant sur la ressemblance de cette mesure et de la saisie, on demandait la suppression de cette dernière. Ces deux mesures coercitives portent en effet atteinte à la personnalité humaine, l'une en lui enlevant la liberté, l'autre les moyens d'existence.

Le 28 mai 1869, M. Schulze-Delitsch fit voter au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord une motion demandant au gouvernement de déposer un projet de loi prohibant la saisie des salaires non échus. Le projet déposé par le gouvernement ne prohibait la saisie que dans les cas où le salaire était nécessaire aux besoins du débiteur et de sa famille, la loi du 21 juin 1869 dépassa le but du gouvernement et consacra le principe de l'insaisissabilité, sous certaine restrictions.

La saisie de tout salaire inférieur à 400 thalers n'est possible qu'après que les travaux ou services ont été exécutés et que le jour du salaire s'est écoulé

sans que l'ouvrier en ait réclamé le paiement. En laissant l'ouvrier libre de réclamer son dû au jour du paiement, l'insaisissabilité des salaires ne dépassant pas 400 thalers se trouve consacrée.

Le code de procédure de 1877, en son article 744, élargit l'insaisissabilité qui fut portée de 400 thalers à 1.500 marks. Il déclara insaisissables, entre autres choses, « les pensions des veuves et orphelins, et les sommes qui leur reviennent sur des caisses de veuves et orphelins, les sommes destinées aux frais d'éducation et les bourses d'études, ainsi que les pensions d'ouvriers invalides, les traitements touchés à raison de leurs services par les officiers, médecins militaires, et officiers subalternes de marine, les fonctionnaires et employés, les ecclésiastiques et ministres du culte, et les professeurs d'établissements publics d'instruction, les pensions de ces personnes après leur mise à la retraite temporaire ou définitive, ainsi que les pensions pour cause de décès ou pensions gracieuses accordées après leur mort à leur famille ».

Dans tous ces cas, lorsque les émoluments excèdent 1.500 marks par an, le tiers de l'excédent est toutefois soumis à la saisie; il en est de même des traitements et émoluments des personnes attachées à titre permanent aux services de particuliers, qui ne sont soumis à « la saisie qu'autant que leur montant total excède la somme de 1.500 marks par an. Mais, quelle

que soit la somme, la saisie est toujours admise, par application de la loi du 21 juin 1869, lorsqu'elle est demandée dans l'intérêt de l'épouse ou des enfants légitimes du débiteur, en vue d'acquitter les aliments qui leur sont nécessaires pour le temps suivant l'introduction de la demande ou pour le dernier trimestre l'ayant précédée.

Après la mise en vigueur du Code de procédure de 1877, on se demanda s'il ne serait pas d'une élémentaire justice d'étendre ces mesures de faveur au droit alimentaire de l'enfant naturel vis-à-vis de ses père et mère; ont s'émut à cette idée que les limitations auxquelles étaient soumises les saisies des salaires, des traitements et des pensions, donnaient au père d'un enfant naturel la possibilité de se soustraire à son obligation alimentaire envers son enfant et laissaient dans la misère l'enfant naturel et sa mère alors que le père, au vu et su de tous, jouissait d'une situation aisée. Une proposition déposée par le comte de Holstein, en 1896, fut favorablement accueillie en principe le 26 juin de la même année, par la commission à laquelle elle avait été renvoyée.

(1) Voici le texte allemand de titre de cette loi : Gesetz wegen Abänderung des Gesetzes betreffend die Beschlagnahme des Arbeits oder Dienstlohnes und der civil pro-

Une loi de 1897 (1), intitulée « Loi du 29 mars 1897, modifiant la loi sur la saisie des salaires des ouvriers et serviteurs, et le Code de procédure civil, vint mettre fin à une injustice flagrante, tout en n'apportant aucune atteinte au droit alimentaire des autres intéressés.

La loi du 21 juin 1869 fut modifiée ainsi qu'il suit : « Les prescriptions de la présente loi (loi du 21 juin 1869) ne sont applicables au recouvrement des aliments dus en vertu de textes de loi à un enfant naturel par son père, que sous réserve de ce que le débiteur peut avoir besoin de son salaire pour satisfaire aux nécessités de sa propre subsistance et au paiement des aliments que des textes de lois mettent à sa charge au profit de ses parents, de son épouse actuelle et de son épouse par précédent mariage ».

Quant à l'article 749, §4 du Code de procédure dont le titre de la loi de 1897 annonçait la modification, il regut la rédaction suivante : « La saisie est admise, sans égard à la somme, lorsqu'elle est demandée à raison d'aliments dus en vertu de dispositions de lois aux parents, au conjoint actuel et au conjoint par pré-

zess ordnung, traduction et notes par M. Maurice Dufourmantelle, chargé de conférences à la faculté de droit de Paris.

cédent mariage, pour le temps qui suit l'introduction de la demande et pour le dernier trimestre qui l'a précédé. Il en est de même en ce qui concerne les aliments dus en vertu de dispositions de lois à un enfant naturel par son père pour le temps ci-dessus spécifié, toutefois cette prescription n'est pas applicable lorsque le débiteur a besoin des sommes saisies pour satisfaire aux nécessités de sa propre subsistance et au paiement des aliments que des textes de lois mettent à sa charge au profit de ses parents, de son épouse actuelle ou de son épouse par précédent mariage. A cet effet, on prendra en considération uniquement les versements qui doivent être effectués en vertu d'une telle obligation alimentaire pour le cas ci-dessus spécifié.

Législation anglaise. — L'Angleterre ne connaît la saisie-arrêt que depuis 1854. Il n'existait, avant cette époque aucune procédure permettant au créancier qui ne pouvait obtenir paiement d'atteindre, dans les mains d'un tiers, les sommes qui pouvaient être dûes à son débiteur. En 1854, fut votée « un acte de procédure de droit commun » qui réglementait la saisie-arrêt.

Il est nécessaire que nous nous livrions ici à un examen rapide de l'organisation judiciaire anglaise.

Il existe, en Angleterre, deux degrés de juridictions : les Cours supérieures et les Cours inférieures ; les premiers jouent un peu le rôle de nos Cours d'appel et les deuxièmes n'ont au contraire qu'une compétence strictement limitée.

Parmi ces cours inférieures, se trouvent les cours de comtés, instituées en 1846 et compétentes, *ratione materiæ*, jusqu'à concurrence de 2.500 francs. Ces cours de comtés devaient, dans l'esprit du législateur anglais, permettre aux petits plaideurs d'obtenir, sans trop gros frais, une justice rapide.

Au sommet de la hiérarchie judiciaire, se trouve la Cour suprême qui joue un certain rôle législatif. L'acte de 1873 lui a en effet conféré le pouvoir d'établir ses propres règles ainsi que celle des Cours supérieures, et de leur donner force de loi. Il n'y a pas, en Angleterre, de Code de procédure.

La procédure de saisie-arrêt, qu'avait organisée l'acte de 1854 ne pouvait être pratiquée que devant les Cours supérieures. En 1887, on permit aux créanciers de saisir-arrêter devant les Cours des Comtés, dans les limites de leur compétence et de leur ressort. Les saisies se multiplièrent d'autant plus qu'il existait alors en Angleterre comme en France aujourd'hui des professionnels de la vente à tempérament. Les abus devinrent si criants qu'en 1870 fut votée sans débat une loi intitulée « the wages attachment aboli-

tion act » (acte d'abolition de la contrainte des gages) qui comprend un article unique que l'on peut traduire ainsi : « Aucun ordre pour la retenue des gages d'un serviteur, d'un laboureur ou d'un ouvrier ne sera délivré par le juge d'une Cour inférieure (no order for the attachment of the wages of any servant labourer or workman, shall be made by the judge of any Court of Record or Inferior Court).

Quel était le sens exact du mot « servant ». Il ne semblait pas que l'on dût assimiler à un domestique le haut fonctionnaire de l'État et le dignitaire, qui sont pourtant des serviteurs de la couronne. Un arrêt de la Cour suprême rendu en 1882 au sujet d'une affaire Gordon contre Jennings, décida que l'acte du 12 juillet 1870 ne pouvait s'appliquer qu'aux personnes de petite condition et ne recevant de salaire qu'à de courts intervalles.

D'autres dispositions des lois anglaises admettent en outre, l'insaisissabilité de certains traitements. C'est ainsi que « l'Army act » (1881) exempte de la saisie le soldes militaires; que le « Revenu Friendly societies and national debt act » de 1894 déclare insaisissables les salaires des marins.

Voici un débiteur, Primus, son créancier, Secundus, veut opérer une saisie-arrêt. Quelle procédure devra-t-il suivre? Il va assigner Primus devant le juge du Comté pour voir prononcer la contrainte sur son

salaire. Mais le magistrat fera une enquête sur la situation du débiteur, son traitement ou salaire, ses charges de famille. Si Primus est pauvre, si ce qu'il gagne suffit à peine à son existence et à celle de sa femme et de ses enfants le juge interdira à Secundus d'exercer aucune contrainte sur le salaire de Primus.

Si Primus au contraire a une situation relativement aisée, s'il ne refuse paiement que par mauvaise foi, Secundus sera autorisé à exercer la contrainte sur les salaires.

Le créancier anglais dispose encore d'un autre moyen d'exécution : il peut faire emprisonner son débiteur, mais cet emprisonnement pour dettes n'est prononcé que dans des cas très rares et quand la mauvaise foi du débiteur est voisine de l'escroquerie.

Législation autrichienne. — (1) Loi de 1873. « Un des principaux buts du législateur était, dit M. Lyon-Caen, d'empêcher le travailleur d'abandonner son travail souvent même inachevé, pour se soustraire aux poursuites de son créancier et chercher ailleurs la rémunération qui lui échappe ». Ce danger, évidemment, était surtout à craindre de la part de journaliers pouvant très facilement trouver chez un autre

(1) Annuaire de législation étrangère de 1873, page 244, traduction et note de M. Lyon-Caen.

patron le même travail à des conditions identiques. Bien différente est la situation de ceux qui, engagés par un patron pour une certaine durée, jouissent de nombreux avantages refusés aux ouvriers ordinaires, ont, par exemple, des jours de repos payés et ne connaissent pas le chômage. Aussi la loi autrichienne de 1873 fait-elle une grande distinction entre les services « de durée » et les services de « non durée ».

On entend, nous dit l'article 2 de la loi, par travaux ou services de durée ceux dont la durée est fixée par la loi, la convention, ou l'usage, à une année au moins, ou ceux dont la durée n'est pas limitée, mais dont la cessation est subordonnée à un congé devant être donné au moins trois mois à l'avance.

S'agit-il de ces services de durée? aucune mesure conservatoire ou d'exécution ne pourra être prise lorsque le montant de la rémunération n'excèdera pas la valeur de 600 florins autrichiens par année.

S'agit-il de la rémunération des services de non durée? il ne pourra, aux termes de l'article 3, « être procédé à aucune mesure conservatoire ou d'exécution. »

1^o Avant la livraison des travaux ou la prestation complète des services ;

2^o Avant l'expiration du jour de l'échéance, suivent la loi le contrat ou l'usage ;

Ces règles s'appliquent d'ailleurs soit que la rémunération consiste en une somme d'argent, soit en tous autres avantages, quelle soit proportionnelle au temps ou à la tâche. Aucune dérogation ne peut être apportée par des conventions particulières.

La loi de 1873 fait cependant une exception à la règle de l'insaisissabilité en faveur des contributions et impôts publics, des créances alimentaires et des sommes que les caisses de secours aux pauvres et aux malades, fondées dans l'intérêt de l'industrie, peuvent avoir à réclamer à un de leur sociétaire. C'est là, comme le fait remarquer M. Lyon-Caen, « une faveur remarquable accordée à des établissements si utiles aux travailleurs ».

Les fonctionnaires sont régis par des dispositions spéciales. Les traitements ne dépassant pas 600 florins sont insaisissables et l'on ne peut saisir que le tiers de l'excédent. En faveur des créanciers alimentaires, la limite de l'insaisissabilité est réduite à 300 florins. Les pensions de retraite des fonctionnaires jouissent de l'insaisissabilité jusqu'à concurrence de 350 florins.

Une loi (1) du 26 mai 1888 a réglementé à nouveau le droit de saisie des salaires et des pensions des

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1880. p. 435.

employés, de leurs veuves et de leurs enfants; elle édicte l'insaisissabilité totale pour les salaires ne dépassant pas 800 florins, cette règle devant s'appliquer aux salaires des employés engagés pour une année au moins ou aux salaires de ceux qui, étant engagés pour une durée indéterminée, ne peuvent être congédiés qu'après un avis donné trois mois au moins à l'avance. Si le salaire total dépasse annuellement 800 florins, l'excédent peut être saisi. Les pensions de retraite payées par les patrons à leurs employés, aux veuves et aux enfants de ceux-ci, les pensions payées par les associations mutuelles à leurs membres, ne sont saisissables que pour la portion excédant 500 florins. La loi de 1888 fait toutefois une exception à la règle de l'insaisissabilité en faveur des pensions alimentaires dûes en vertu de la loi et des impôts. Aucune dérogation ne peut-être apportée par des conventions particulières.

Législation brésilienne. — D'après le droit brésilien, l'insaisissabilité est complète, même vis-à-vis des créances de l'Etat, pour les traitements, salaires et honoraires des fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes, la solde des militaires et marins, les pensions de retraite et toutes autres, les salaires des commis et ouvriers, enfin les loyers des matelots et gens de l'équipage. Le bienfait de cette disposition a été étendu par la loi du 27 octobre 1877

aux rentes constituées (en général en cas de survie) par deux caisses, institutions privées dans la capitale, l'une exclusivement pour les fonctionnaires, l'autre pour toutes les classes de la société.

Législation espagnole. — En Espagne, la saisie des appointements, gages et salaires inférieurs à 24 réaux, c'est-à-dire à 6 francs par jour, est interdite.

Législation suédoise. — Elle aboutit, d'une façon indirecte à l'insaisissabilité. Elle dispose en effet que le salaire n'est saisissable qu'après l'échéance, lorsque l'ouvrier n'en a pas réclamé le paiement.

Législation norvégienne. — En Norvège, la loi du 29 mars 1870 distingue d'une part les traitements des fonctionnaires publics et les salaires des gens de service et ouvriers, pour lesquels elle établit l'insaisissabilité totale, d'autre part, les traitements des employés des particuliers, pour lesquels l'insaisissabilité partielle doit être prononcée par les tribunaux. Mais cette loi fait aussi une exception en faveur des impôts et des créances alimentaires; en outre la saisie est possible pour les salaires et traitements payés par les particuliers dans les cas où il s'agit de dommages-intérêts fondés sur un acte préjudiciable volontaire.

Législation hongroise. — La loi hongroise du 1^{er} juin 1882, article 62, n'admet la saisie du salaire

que pour la portion excédant 1 florin 50 (3 fr. 70 environ) par jour. La loi de 1876 déclarait déjà insaisissables jusqu'à concurrence de 600 florins les traitements des fonctionnaires.

§ 2 (1). — CERTAINES LÉGISLATIONS, ELLES SONT PEU NOMBREUSES, ADMETTENT AVEC LA LÉGISLATION FRANÇAISE, LA SAISSISSABILITÉ PARTIELLE DES SALAIRES. TELLES SONT LES LÉGISLATIONS BELGE, RUSSE, LUXEMBOURGEOISE, SUISSE, ET CANADIENNE.

Législation belge. — La loi belge (2) ne permet la saisie des salaires inférieurs à 1200 francs que jusqu'à concurrence du cinquième. Elle n'autorise le patron à opérer des retenues sur le salaire de ses ouvriers que dans les cas où il leur a procuré le logement, la jouissance d'un terrain, l'uniforme, les instruments et les matériaux nécessaires au travail. Toutefois, les autorités locales peuvent autoriser les patrons, dans certains cas, à fournir à leurs ouvriers les denrées, les vêtements et le combustible au prix de revient.

Législation russe. — La loi (2) du 3 Juin 1886

(1) *Annuaire de législation étrangère*. 1888, p. 611.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 637.

relative à la surveillance des établissements d'industrie interdit de payer les ouvriers, « au lieu d'argent, en coupons, monnaie conventionnelle ou objets en nature. »

Aucune retenue pour dettes n'est possible au moment de la paie de la part du patron. Mais ne sont pas considérées comme dettes, dit l'article 15, les comptes faits par l'Administration de la fabrique à l'ouvrier pour l'avoir nourri et lui avoir fourni les objets de première nécessité. A ce sujet, la loi fait une distinction intéressante entre les ouvriers célibataires et ceux qui sont mariés ou veufs; la retenue, pour les premiers, peut-être du tiers de la somme qui leur est due, mais elle ne doit pas, pour les seconds, excéder le quart.

Législation luxembourgeoise. — La loi du 19 juillet 1895 déclare insaisissables les neuf dixièmes des salaires ne dépassant pas 6 francs par jour et des appointements ne dépassant pas 1.500 francs par an. Les salaires supérieurs à 6 fr. par jour sont insaisissables pour les trois quart.

Législation suisse. — La loi du 11 avril 1887 laisse aux tribunaux le soin de déterminer selon les circonstances, la fraction saisissable des salaires et traitements.

Législation canadienne. — Une loi du 30 juin

1881 (1) a rendu insaisissable pour moitié le salaire des ouvriers travaillant à la journée et payés par jour, par semaine ou par mois. Cette loi a été complétée par la loi du 12 juillet 1888 qui régla la procédure à suivre pour la distribution des sommes saisies-arrêtées.

§ 3. — QUELQUES NATIONS ONT CONSERVÉ LE SYSTÈME DE LA SAISISABILITÉ COMPLÈTE DES SALAIRES DES OUVRIERS.

Ce sont l'Italie, le Portugal et les Pays-Bas. Il est à espérer qu'elles ne tarderont pas à accorder à l'ouvrier la protection qu'il trouve dans la très grande majorité des pays.

Incessibilité à l'étranger.

Dans les législations étrangères, l'incessibilité est ordinairement le corollaire de l'insaisissabilité, mais il n'y a point cependant sur ce point unanimité et il existe des nations qui déclarent le salaire insaisissable et pratiquent cependant la cession.

On peut, semble-t-il, au point de vue de la cessibilité des salaires, répartir en trois groupes les législations : les unes interdisent la saisie, mais

(1) *Annuaire législation étrangère* 1881, p. 821.

permettent la cession; d'autres ne permettent la cession que dans la mesure et la quotité saisissable; d'autres, enfin, ont établi une quotité cessible distincte de la quotité saisissable.

L'Angleterre, la Russie, l'Espagne, la Suisse et la Hongrie admettent la cessibilité totale.

L'Allemagne, l'Autriche, la Norvège ne permettent la cession que dans la mesure de la quotité saisissable.

L'incessibilité est totale en Norvège, mais ne s'applique qu'aux salaires échus depuis moins de douze mois.

La Belgique et le Luxembourg ont admis une quotité cessible distincte de la quotité saisissable.

La loi belge permet la cession des deux tiers des salaires inférieurs à 1.200 francs alors qu'elle n'autorise leur saisie que jusqu'à concurrence du cinquième.

Dans le grand duché de Luxembourg, la loi du 19 juillet 1895 tolère la cession du cinquième des salaires inférieurs à 6 francs par jour alors qu'elle ne permet de saisir que le dixième de ces salaires; si le salaire journalier est supérieur à 6 francs; seule la saisie du cinquième est possible alors que les deux cinquièmes peuvent être cédés.

Nous avons terminé notre étude des législations étrangères. Une démocratie comme la nôtre, qui devrait être à l'avant-garde des nations dans la sau-

vegarde des intérêts légitimes des ouvriers, ne saurait tarder à suivre l'exemple de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Espagne, du Brésil, et se montrant moins timide encore dans ses réformes, elle assurera à l'ouvrier la disposition entière de son salaire, quelqu'en soit le chiffre, sans porter, quoi qu'on puisse dire, aucune atteinte à sa dignité et à son crédit.

Vu : Le Président
Ambroise COLIN

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Législation et jurisprudence antérieures à la loi du 12 janvier 1895....	10
CHAPITRE II. — Loi du 12 janvier 1895. But du législateur. Exposé de la loi.....	16
CHAPITRE III. — Critique de la loi du 12 janvier 1895, et examen de l'arrêt de Cassation du 21 juillet 1909	20

DEUXIÈME PARTIE

Réformes à apporter à la loi du 12 janvier 1895. — Objections opposées par les partisans de la saisissabilité et de la cessibilité. — Refutation de ces objections.....	54
Examen des législations étrangères	64
CONCLUSION.....	81

